



## Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Planification et aménagement durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOU, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

## **Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Instauration du Droit de Préemption Urbain (DPU) - Commune de Lattes**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juin 2012 a été créé une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le secteur « Nord Boirargues » sur la Commune de Lattes. Cette ZAD d'une validité de 6 ans est devenue caduque le 1<sup>er</sup> juin 2018.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit en lieu et place des communes, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'élaboration des plans locaux d'urbanisme et tous les documents d'urbanisme.

L'un des instruments juridiques permettant la mise en œuvre de la politique urbaine définie par le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est le droit de préemption urbain régi par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Le recours à ce droit permet à la collectivité bénéficiaire, lors de la mise en vente d'un bien, d'acquérir la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation d'actions et d'opérations d'aménagement ou de constituer les réserves foncières préalables à cette réalisation.

Conformément aux dispositions des articles L.210-1 et 300-1 du Code de l'urbanisme, l'exercice du droit de préemption urbain doit répondre aux objectifs suivants :

- mettre en œuvre un projet urbain ;
- mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;
- organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques ;
- favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur ;
- lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux ;
- permettre le renouvellement urbain ;
- sauvegarder ou mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Aussi, la caducité de la ZAD intervenue le 1er juin 2018, rend nécessaire l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU des PLU sur le territoire de la Commune de Lattes correspondant au périmètre de la ZAD devenue caduque.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU sur le territoire de la Commune de Lattes tel que figuré sur le plan annexé ;
- modifier en conséquence le droit de préemption urbain initialement instauré par la commune avant la création de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-53601-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- DPU instauré Lattes .pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.